



Globule Rouge

Bulletin de la commission santé du PCF Paris 15

L'hôpital public : premier sacrifié du plan Valls ! Ne laissons pas faire !

L'opération de communication du Directeur Général HIRSCH a bien du mal à masquer la réalité de l'AP-HP, malmenée, saignée...

Les restructurations et réorganisations des services se succèdent. Les cadres dirigeants ne trouvent plus qu'un seul moyen pour les imposer : l'autoritarisme, la peur, la répression. Les scandales commencent à éclater.

A l'hôpital Robert Debré, un fichage illégal des agents, scandaleux, a été découvert.

A l'hôpital Pitié-Salpêtrière, les médecins seraient fichés par l'utilisation illégale de données informatiques.

Comment les soignants, l'ensemble des personnels hospitaliers peuvent remplir convenablement leur mission au service des patients dans un tel climat ?

agences régionales de santé pour transférer des soins du public au privé. Le plan Valls-Touraine, au nom de la « coopération » entre les structures, va gaver le privé lucratif.

A l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), le directeur général Martin Hirsch est à la manœuvre !

Cet ancien membre du gouvernement de Fillon-Sarkozy a été nommé à l'automne par la « gauche » - ils sont interchangeable ! - pour calmer le jeu sur la fermeture de l'Hôtel-Dieu le temps que la PS Hidalgo succède à Delanoë. Il s'inscrit pleinement dans la politique de régression de l'hôpital public. Ces annonces ont choqué à juste titre. Il entend augmenter de 10% le taux d'occupation des lits.

Pour cela, il va en supprimer encore des milliers, aux dépens des patients. Même des services entiers comme les greffes du foie de Saint-Antoine. Ou des liquidations d'hôpital comme avec la fusion Bichat/Beaujon. Pour cela aussi, il va augmenter la pression sur les personnels qui sont déjà à la limite du possible.

Dans les 50 milliards d'euros par an d'amputation des dépenses publiques et sociales programmés par Valls, l'assurance maladie est l'une des plus lourdement frappée : 10 milliards. Cette somme est considérable. Les besoins augmentent avec le vieillissement de la population, les progrès technologiques. Le gouvernement diminue, encore de 6%, les sommes allouées à la santé publique.

Cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. Contrairement aux affirmations de la propagande officielle, nos sacrifices ne servent pas à abaisser les déficits publics mais à compenser les nouveaux cadeaux consentis au patronat et aux capitalistes. Avec le plan Valls, ils profiteront d'encore 10 milliards d'euros de baisse de leurs cotisations sociales – la part socialisée de nos salaires – qui s'ajouteront aux 20 milliards d'euros de « crédit d'impôt compétitivité », en fait de remboursement d'une part des salaires par les salariés contribuables eux-mêmes. Cette casse du pouvoir d'achat n'a jamais diminué le chômage : les chiffres le confirment chaque mois.

L'hôpital public va encore payer très cher cette politique.

La ministre Marisol Touraine a annoncé une réduction directe de 2,5 milliards d'euros de ses ressources directes. Mais elle prévoit aussi 1,5 milliard « d'économie » avec la réduction des hospitalisations. Et ce sont les chiffres officiels. Traduction : L'offre de soins publique va être encore restreinte. Les patients vont être renvoyés chez eux le plus tôt possible au risque de rechuter, de revenir. Les personnels, en sous-effectif chronique vont être pressurés comme jamais.

Il n'y aura pas que des perdants. L'affaiblissement de l'hôpital public va profiter à l'hospitalisation privée lucrative. Les ménages qui le pourront seront incités à se serrer la ceinture pour payer de leur poche des soins complémentaires. La loi Bachelot (UMP) a créé les

Un émir du Golfe privatise 9 chambres pour lui et sa suite : L'égalité suivant Martin Hirsch et Marisol Touraine!



Il faut que ça se sache ! Du 8 au 14 mai, neuf chambres du service d'orthopédie de l'hôpital Ambroise Paré de Boulogne-Billancourt ont été réservées – et aménagées spécialement – pour soigner un richissime émir saoudien et loger luxueusement ses serviteurs.

Depuis qu'un journal « satirique » a dévoilé l'affaire, le directeur général de l'AP-HP, Martin Hirsch tente de justifier l'existence de cette filière d'exception dédiée aux riches patients étrangers. Elle rapporterait de l'argent et contribuerait à combler le « déficit » de l'AP-HP. Le « déficit », creusé artificiellement, sert décidément à tout. Hirsch est même allé jusqu'à revêtir la panoplie de Robin des Bois prétendant prendre aux riches pour donner aux pauvres. Ridicule !

Hirsch s'est révélé surtout le roi des hypocrites. A qui veut l'interviewer dans les médias, il répète qu'il veut « reconquérir l'égal accès aux soins, des délais d'attente égaux », que les « différences sociales ne doivent pas interférer dans la prise en charge par le meilleur de l'AP-HP » (France Inter, 25 février 2014), qu'il va limiter les lits privés.

Le cas de l'émir montre combien c'est une logique complètement contraire, inégalitaire et marchande, qui guide la politique de casse de l'offre et de la qualité des soins publics, d'assèchement des ressources de la sécurité sociale, que poursuit le gouvernement.

La ministre Marisol Touraine s'est d'ailleurs sentie obligée d'apporter un soutien appuyé à son protégé malmené.

Qu'un patient résidant à l'étranger, même riche, soit soigné à l'hôpital public en France ne nous pose pas de problème de principe. En ce qui concerne les émirats, nous faisons toutefois remarquer qu'ils se gardent bien de développer des hôpitaux dignes de ce nom dans leur pays malgré l'immense fortune qu'ils y pompent.

Qu'ils payent pour être soignés, c'est la moindre des choses ! 30% de plus que le tarif sécu, cela ne va pas les rendre malades ! Cela ne rapporte pratiquement rien à l'AP-HP d'autant qu'un riche étranger sur deux n'honore pas sa note. Heureusement encore qu'ils ne sont pas remboursés par l'Assurance maladie ou l'Aide médicale d'Etat ! Le choix de Hirsch est vraiment idéologique, destiné à faire passer l'inacceptable.

L'inacceptable, c'est qu'ils bénéficient de conditions particulières de soins et d'hébergement. Les privilèges, la logique de l'argent-roi tuent l'esprit de service public.

Il est inacceptable – et pas que moralement – qu'un service soit transformé en hôtel de luxe pour une semaine alors qu'ailleurs on laisse des peintures s'écailler, qu'on laisse des équipements, même neufs, se dégrader prématurément, « faute de moyens ».

Il est inacceptable que l'on mobilise 9 chambres d'orthopédie pour la suite d'un émir quand on sait combien les services d'urgence peinent à trouver des lits d'aval pour se désengorger.

Il est inacceptable que l'on explique aux patients que la chirurgie ambulatoire (on rentre chez soi le soir de l'opération) est préférable et économique alors que l'on garde une semaine le malade qui est milliardaire et que l'on mobilise pour lui les effectifs qui manquent ailleurs.

Par le passé, des millionnaires ont exprimé leur reconnaissance à l'AP-HP en léguant des terrains, des immeubles de rapport, des biens de toute sorte pour que l'institution hospitalière bénéficie de ressources régulières. Que font Touraine et Hirsch, à la suite de leurs prédécesseurs ? Ils brandent les « bijoux de famille » pour combler le « déficit » de fonctionnement d'aujourd'hui et creuser celui de demain. Quand les riches font quelque chose de bien, ils ne respectent pas leurs dernières volontés !

Communistes, nous exigeons la suppression de la filière dédiée aux riches patients étrangers (le décret l'autorisant n'a d'ailleurs pas été publié). L'égalité est une condition de l'efficacité du service public. Plus que jamais, nous exigeons l'abandon des coupes budgétaires, de la tarification à l'activité des activités hospitalières, la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales maladie.

Hirsch veut faire travailler des bénévoles aux Urgences.

Le « Charity-Business » n'a pas sa place dans le service public AP-HP !

Suite de la P 1 *Hirsch a été nommé pour temporiser, le temps des élections municipales, à propos du plan de casse de l'Hôtel-Dieu.*

Une résistance que n'attendait pas le pouvoir s'est manifestée pour défendre cet hôpital historique, au cœur de Paris. Elle émane tout autant des agents hospitaliers que de ceux des services, notamment d'urgence, des autres hôpitaux qui subissent une nouvelle surcharge de travail. Une dame de 61 ans est décédée en février aux urgences de l'hôpital Cochin, 5 heures après son admission, sans que l'on ait le temps de s'occuper d'elle : Hirsch a estimé sur Radio-France, qu'elle serait morte en tout état de cause chez elle... L'esprit de la privatisation !

Ça y est : Hidalgo est élue. Hirsch évite de parler de l'Hôtel Dieu. En revanche, les personnels et syndicalistes CGT amplifient la mobilisation. Communiste, nous les soutenons pleinement ! Ils demandent la réouverture des urgences avec celle des services d'aval nécessaires, le retour d'un hôpital de proximité au cœur de Paris pour une population de 300.000 habitants sans compter les touristes.

Aux élections municipales, le pouvoir a enregistré une défaite historique. Par défaut, avec l'abstention, la droite et l'extrême-droite, les pires ennemis du service public, les meilleurs agents du système, apparaissent gagnants. Hollande et Valls peuvent accentuer leurs méfaits, en phase avec l'Union européenne.

Communistes, nous disons NON ! Nous n'avons pas répandu d'illusion sur Hollande en 2012. Aujourd'hui, pour nous, l'alternative politique ne peut partir que des luttes.

Par la lutte, faisons les reculer, pour notre santé !

La direction de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris vient de rendre publique sa « stratégie » de désengorgement des services d'urgences.

Dans les 11 pages du dossier de presse, on comprend vite que l'objectif affiché – louable – de diminution du temps d'attente aux urgences, aujourd'hui en moyenne de 255 minutes, ne s'accompagne pas d'un renforcement des effectifs, pourtant en déficit criant.

Non, M. Martin Hirsch, nouveau directeur général de l'AP-HP, ancien ministre de Sarkozy et carriériste de la filière « Charity-Business » en France, ne compte pas revenir sur les coupes de moyens et les suppressions d'effectifs.

Il compte sur un transfert au secteur libéral d'une partie des cas, dirigés sans observation préalable réelle, en économisant les examens systématiques nécessaires.

Le pire se cache à nouveau sous les meilleures intentions.

Nous communiquerons notre analyse complète, notre dénonciation de ce plan, en temps voulu, après examen approfondi.

Mais qu'il nous soit permis, dès à présent, de souligner une disposition d'une hypocrisie et d'un cynisme révoltants.

Pour Hirsch, comme il ne saurait être demandé au patronat les financements nécessaires à la santé, mais il devrait être fait appel, pour renforcer les services d'urgences, à des « bénévoles », en fait des supplétifs non payés.

Non les urgences, ce n'est pas la SPA !

Dans point n°10 du dispositif en 40 points de M. Hirsch, il est envisagé que des « transmetteurs », médecins retraités, jeunes enrôlés dans le « service civique » soient mobilisés en appoint.

Comme aux Etats-Unis, où les patients se ruinent pour être soignés, où les dépenses de santé sont de 40% supérieures par tête à celles en France, où tous les indicateurs de santé, comme l'espérance de vie, sont plus bas qu'en France, mais aussi qu'à Cuba !

M. Hirsch, après Sarkozy, Hollande a recours à vos capacités d'hypocrisie. Retournez vers vos bonnes œuvres du Charity-Business !

A propos de cette dame de 60 ans décédée aux urgences de Cochin en février, après 4 heures d'attente aux urgences, vous avez osé prétendre, sur France Inter, que si le service avait eu les moyens de s'en occuper, elle serait morte chez elle de toute façon.

Avec le même cynisme écoeurant, vous poursuivez la destruction des urgences de l'Hôtel-Dieu. En revanche, lorsqu'un émir du Golfe veut transformer un service de l'hôpital Ambroise Paré en hôtel de luxe, vous exaucez ses vœux sur le champ, aux dépens des autres patients, toujours suivant votre "miséricorde".

Le service public de la santé, l'hôpital public ne supportera pas de votre logique de flicage, de bons sentiments hypocrites, de votre soumission aplatie aux puissances d'argent !

PÉTITION: pour le maintien de l'Hôtel-Dieu, de notre hôpital au cœur de la Capitale

Hôtel-Dieu : pour le maintien de notre hôpital au cœur de la Capitale (texte CGT).

- A Paris, stoppons la casse des hôpitaux publics
- La régression de l'offre publique de soins est alarmante à Paris, opposons-nous aux projets néfastes pour notre système de santé
- Pour le maintien et l'arrêt du démantèlement de l'Hôtel-Dieu au cœur de Paris
- Les seules URGENCES ophtalmiques accessibles 24/24 en Ile-de-France, 30 000 urgences et X consultations annuelles. • le seul service d'Urgences Médico-Judiciaires de Paris : 42 000 visites annuelles. • un centre du sommeil de référence • unités d'hôpital de jour • et bien d'autres encore...
- Réelles activités de soins et d'hospitalisation : • ophtalmologie ambulatoire •

dermatologie ambulatoire • stomatologie ambulatoire • service de rééducation fonctionnelle.

- Un véritable service d'URGENCE avec l'ouverture de lits d'aval.

Voilà pourquoi toute la CGT se mobilise à Paris pour le maintien de l'hôpital Hôtel-Dieu, pour reconquérir un service public de qualité au cœur de Paris, contrer la fermeture de tous les points d'accueil Sécu, pôle emploi, centres de santé...

ENSEMBLE, VOTONS POUR LA DEFENSE DE L'HOPITAL HOTEL-DIEU, du maintien des services actuels, ajout d'activités nouvelles pour gagner une véritable qualité de service rendu aux assurés sociaux, allocataires et demandeurs d'emploi avec le maintien et l'ouverture d'accueil de proximité.

NOM, Prénom	Adresse et mail	Qualité/Entreprise	Signature

A renvoyer à PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, pcfparis15@orange.fr
Qui remettra, semaine par semaine, les signatures collectées, aux syndicats CGT concernés.

